

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin Semaine du 6 janvier 2025

Chine continentale

Conjoncture (ici)

Publication de l'enquête économique quinquennale : le PIB révisé à la hausse (+2,7 % en 2023)

Consommation : les autorités chinoises étendent le programme de renouvellement d'équipements et de biens de consommation

Consommation: augmentation du salaire des fonctionnaires chinois à l'approche du nouvel an

Marché intérieur : la Commission nationale du développement et de la réforme encourage la construction d'un marché national unifié

PMI: évolution contrastée des indices PMI en décembre

Inflation: en décembre, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) décélère à 0,1% en g.a., et l'Indice des Prix à la Production (IPP) reste nettement en territoire négatif (-2,5 % en ga).

Profit : le profit des grandes entreprises industrielles chinoises en baisse de 4,3 % (g.a) en novembre

Banque et finance (ici)

Marchés financiers : recul des marchés financiers chinois depuis deux semaines, le rendement des obligations d'Etat se stabilise après trois mois de baisse

Échanges et politique commerciale (ici)

Relation UE-Chine : le MOFCOM prolonge de trois mois son enquête antidumping sur le brandy européen

Défense commerciale : le MOFCOM ouvre une enquête de sauvegarde sur les importations de viande bovine

Commerce extérieur : la Chine ajuste ses droits de douane sur certains produits

Contrôle des exportations : le MOFCOM annonce une série de mises à jour de ses mesures de contrôle export

Relation US-Chine : le MOFCOM ajoute dix entreprises américaines à sa liste des entités non fiables

Relation UE-Chine : le MOFCOM publie les conclusions de son enquête sur le règlement européen relatif aux subventions étrangères

Industrie et numérique (ici)

Automobile : forte croissance de la vente des VEN en 2024 et début de

consolidation du marché

Automobile : BYD accusé d'esclavage moderne au Brésil

Données : l'Administration chinoise du cyberespace (CAC) vante une simplification des procédures d'exportation transfrontalière de données Politique industrielle : deuxième révision de la nouvelle loi sur les pratiques anticoncurrentielles

Relation US-Chine : les États-Unis sanctionnent une entreprise chinoise accusée de cyberattaques

Relation US-Chine: Tencent et CATL considérées comme « entreprises militaires » par Washington

Développement durable, énergie et transports (ici)

Energie : publication des facteurs d'émission de CO₂ du secteur électrique chinois pour 2022

Energie : la demande chinoise de charbon s'est établie à 4,9 Mds de tonnes en 2024

Transports : nouveau plan de circulation de trains pour l'année 2025 Aviation civile : le C919 effectue son premier vol commercial régulier en dehors de Chine continentale

Aéronautique : la Chine renforce son dispositif « Economie basse altitude »

Agriculture et agro-alimentaire (ici)

Durabilité : le gouvernement publie de nouveaux objectifs pour la « transformation verte » de l'agriculture en Chine

Politique agricole et alimentaire : le gouvernement a publié une stratégie pour la diversification de son système agricole et alimentaire

Actualités locales (ici)

Guangdong : publication du nouveau plan de développement industriel de Guangzhou

Hong Kong et Macao (ici)

Hong Kong (ici)

Tourisme : Hong Kong dévoile un plan directeur pour revitaliser le tourisme

IPO: introduction en bourse de BrainAurora Medical Technology

Banques : le ratio de couverture de liquidité des banques de Hong Kong atteint un niveau record

Macao (ici)

Secteur du jeu : les revenus des casinos ont augmenté de 23,9 % en g.a. en 2024

Taiwan (ici)

Budget : les grands équilibres du projet de loi de finances pour 2025 fortement remis en cause par le Parlement à quelques semaines de son adoption

Secteurs stratégiques : Taïwan étend sa liste de contrôle des exportations de technologies critiques vers la Chine

Politique monétaire : la Banque Centrale relève ses prévisions de croissance du PIB à 4,3 % sur 2024 et 3,1 % sur 2025 et maintient ses taux directeurs pour le troisième trimestre consécutif

Politique industrielle : Taïwan adopte un plan de développement d'une « Silicon Valley du Sud »

Démantèlement nucléaire : lancement des travaux de construction du site d'entreposage à sec de Kuosheng

Véhicules électriques : les ambitions de Foxconn déclenchent une refonte du paysage automobile nippon

Chine continentale

Conjoncture

Publication de l'enquête économique quinquennale : le PIB révisé à la hausse (+2,7 % en 2023)

« L'enquête économique » quinquennale du gouvernement a été diffusée le 27 novembre par le Conseil d'Etat. Lancée en 2023, elle couvre plus de 2 millions de personnes.

Le PIB a été révisé à la hausse de + 2,7 % (129 427 Mds RMB) en raison d'une révision de la méthode de prise en compte des loyers fictifs. La nouvelle composition sectorielle donne davantage de poids au secteur tertiaire (56,3 % du PIB, +1,7 points). D'après le NBS, cela reste sans effet sur la croissance cette année, puisque le taux de croissance calculé est indépendant du niveau de départ du PIB.

L'économie digitale est également en pleine expansion depuis fin 2023, représentant près de 10,9 % des profits du secteur secondaire et tertiaire ainsi que 9,9 % du PIB.

Consommation : les autorités chinoises étendent le programme de renouvellement d'équipements et de biens de consommation

La Commission du développement et de la réforme a publié mardi 7 janvier une directive « <u>Mise en place du renouvellement d'équipement à grande échelle et du programme de renouvellement des biens de consommation en 2025</u> ». Plus précisément, le document détaille les modalités et le financement du renouvellement d'équipements d'entreprises et de biens de consommation :

- <u>Intensification des efforts pour renouveler les équipements des entreprises</u>: le programme va, entre autres, concerner les équipements industriels, les bateaux, les machines agricoles (...) et sera en partie financé par les obligations d'Etat de très long-terme.
- <u>Extension du programme de remplacement des biens de consommation pour le consommateur</u>: le document précise les subventions accordées pour le remplacement d'automobiles, de biens ménagers, de vélos électriques et de biens électroniques.
- Accélération du développement des capacités de recyclage
- Renforcer l'utilisation des indices de performance pour les biens de consommation et de production.

Le mercredi 08 janvier, cinq institutions, dont la Banque Populaire de Chine, la Commission nationale du développement et de la réforme, et le Ministère des Finances, ont indiqué dans un communiqué commun que « <u>Plus de subventions étatiques arrivent : 81 milliards de yuan (0,6% du PIB) ont déjà été budgétés pour cette année</u> ». Dans le détail, ce document indique, entre autres :

 Davantage de biens de consommation électroménagers sont éligibles au programme de renouvellement.

- Le Ministère des Finances indique que 81 Mds RMB (11 Mds USD) ont déjà été engagés pour l'année 2025.
- La Banque Populaire de Chine annonce poursuivre ses efforts d'optimisation des facilités de refinancement pour le renouvellement d'équipements et de biens de consommation.
- Augmentation des subventions pour toute une gamme de produits électroménagers.

Consommation: augmentation du salaire des fonctionnaires chinois à l'approche du nouvel an

Selon <u>Reuters</u> et Bloomberg, des millions de salariés du secteur public chinois ont été notifiés d'une augmentation d'environ 500 CNY (68 USD) de leur salaire mensuel à partir de ce mois de janvier 2025.

Si le gouvernement chinois n'a pas encore communiqué sur le coût total de cette augmentation du salaire des fonctionnaires, cela s'inscrit dans la continuité des annonces budgétaires de la fin d'année 2024.

Cette augmentation du salaire des fonctionnaires est la première depuis 2015. Le gouvernement central avait alors accordé une augmentation de 30% en moyenne du salaire des fonctionnaires locaux.

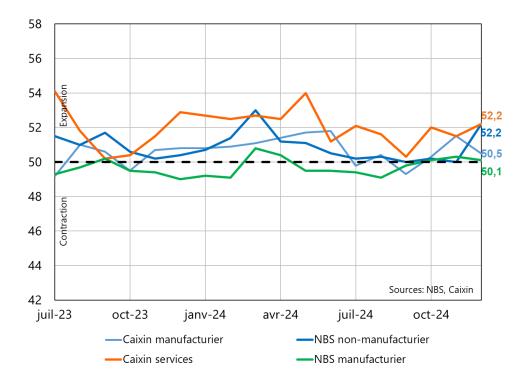
Marché intérieur : la Commission nationale du développement et de la réforme encourage la construction d'un marché national unifié

La Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) a publié le 7 janvier une <u>ligne directrice</u> visant à encourager la construction d'un marché national unifié. Un tel marché vise à « favoriser la circulation fluide et l'allocation efficace des ressources de production sur une plus large échelle, à réduire les coûts de transaction sur le marché, à créer un environnement de marché favorable à la promotion de l'innovation scientifique et technologique ainsi qu'au développement des entreprises ».

Concrètement, les « lignes directrices » visent à mettre en place des dispositions détaillées axées sur : le renforcement de l'unification des règles du système de marché de base, la construction d'un marché unifié de facteurs et de ressources, l'harmonisation des marchés de biens et services, la connectivité des infrastructures et l'unification de la supervision du marché ainsi que l'abolition du protectionnisme local et de la segmentation du marché.

PMI : évolution contrastée des indices PMI en décembre

Niveau des Indices PMI chinois



Les indices PMI chinois affichent des évolutions contrastées en décembre, tout en restant en zone d'expansion. Le secteur manufacturier connaît une légère régression, tandis que le secteur des services progresse.

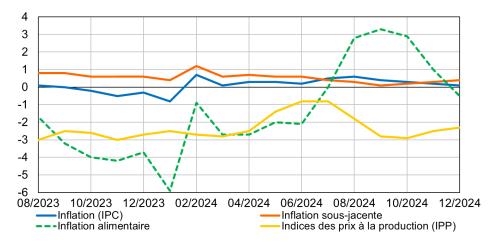
L'indice <u>PMI manufacturier officiel</u> régresse légèrement à 50,1 (contre 50,3 en novembre). Il reste certes en zone d'expansion, mais les sous-indicateurs d'emploi et de stocks de matières premières sont mal orientés. En revanche, l'indice PMI non-manufacturier augmente nettement pour atteindre 52,2 (contre 50,0 en novembre) grâce aux nouvelles commandes.

<u>L'indice PMI manufacturier de Caixin</u> régresse également à 50,5 (contre 51,5 en novembre), sous l'effet d'un recul des commandes à l'export en baisse tandis que <u>l'indice PMI Caixin des services</u> augmente légèrement à 52,2 (contre 51,5 en novembre).

Pour mémoire, le PMI manufacturier Caixin utilise un échantillon plus petit (500 entreprises) que le PMI officiel (3000 entreprises), et inclut davantage de PME, de sociétés privées et d'exportateurs situés dans les régions côtières. Il arrive régulièrement que les deux indices divergent.

Inflation : en décembre, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) décélère à 0,1 % en g.a., et l'Indice des Prix à la Production (IPP) reste nettement en territoire négatif (-2,5 % en ga)

Indicateurs d'inflation (en% en g.a.)



En décembre, <u>l'indice des prix à la consommation</u> (IPC) décélère à 0,1 % en g.a. (après 0,2 % en novembre). La décélération de l'IPC est principalement aux produits alimentaires (-0,5 % en g.a.). Les produits non alimentaires ont connu quant à eux une légère augmentation (+0,2 %). Le prix du transport connait toujours la baisse la plus importante (-2,2 %). L'inflation sousjacente s'élève à 0,4 %.

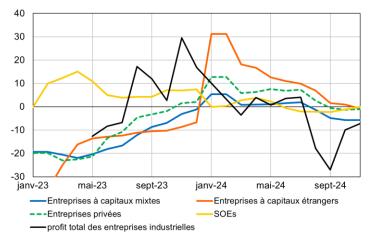
<u>L'indice des prix à la production</u> (IPP) enregistre toujours une contraction (- 2,3 % en g.a. en décembre, après -2,5 % en novembre).

Profit : le profit des grandes entreprises industrielles chinoises en baisse de 4,3 % (g.a) en novembre

Le Bureau National des Statistiques (NBS) a <u>publié</u> cette semaine les chiffres du profit brut des grandes entreprises industrielles chinoises. Sur la période de janvier à novembre, le profit brut des entreprises industrielles s'est élevé à 6 667 Mds RMB (909 Mds USD), en baisse de 4,7 % par rapport à la même période l'année dernière (après -4,3 % en octobre). Dans le détail, les entreprises industrielles étatiques chinoises ont vu leur profit brut baisser de 8,4 % (après -5,7 % en octobre), tandis que les entreprises avec des capitaux étrangers enregistrent un profit en baisse de 0,8 % (après -0,9% en octobre).

En glissement annuel, le profit brut des entreprises industrielles chinoises est en baisse de 7,3 %. Pour rappel, en septembre 2024, le profit avait baissé de 27,1 %.

Evolution du profit des entreprises industrielles



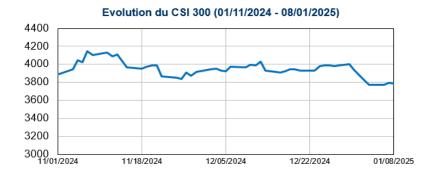
Banque et finance

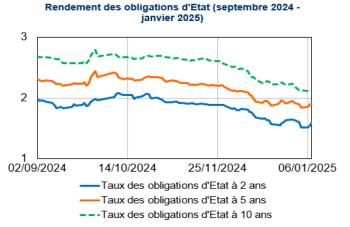
Marchés financiers : recul des marchés financiers chinois depuis deux semaines, le rendement des obligations d'Etat se stabilise après trois mois de baisse

Après avoir progressé à la suite de la Conférence Centrale sur le Travail Economique (CCTE) à la mi-décembre, les principaux indices boursiers chinois et hongkongais ont baissé sur les deux dernières semaines. Par exemple, le CSI 300 a perdu 1% sur la première semaine de l'année 2025. Sur la même période, l'indice d'Hong-Kong enregistre une baisse de 3%. Le STAR 50 et le BSE 50 sont les seuls indices en croissance sur la première semaine de 2025.

Sur le plan des obligations d'Etat, après le passage sous les 2% début décembre du taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans nouvellement émises, ce dernier s'est stabilisé autour de 1,63%, niveau atteint en 2020. Au 09/01/2025, le taux des obligations d'Etat à 2 ans était de 1,09% et le taux des obligations d'Etat à 5 ans de 1,40%.

Evolutions	SSE	SZSE	CSI 300	Chinext	Star 50	BSE 50	Moyenne indices technologiques	HKSI
Depuis 7 jours	-1%	-1%	-1%	-3%	1%	2%	-1%	-3%
Depuis début janvier 2024	9%	6%	12%	8%	15%	-6%	10%	14%





Échanges et politique commerciale

Relation UE-Chine : le MOFCOM prolonge de trois mois son enquête antidumping sur le *brandy* européen

Le 25 décembre 2024, le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) a <u>annoncé</u> la prolongation de trois mois de l'enquête antidumping visant les eaux-de-vie de vin (*brandy*) européennes. Cette annonce intervient quelques jours avant la date théorique de clôture de l'enquête, fixée au 5 janvier 2025. Cette procédure devrait désormais s'achever le 5 avril, voire le 5 juillet 2025 en cas d'application du délai maximal d'extension autorisé par la règlementation chinoise. Le MOFCOM a justifié cette prolongation en raison de la « complexité de cette affaire ».

Pour rappel, après avoir ouvert une enquête antidumping le 5 janvier 2024, le MOFCOM avait imposé début octobre des droits additionnels, allant de 30,6 % à 39 %, sur les importations chinoises de brandy en provenance de l'UE. En 2023, la France représentait 99 % des exportations européennes d'eaux-de-vie vers la Chine.

Défense commerciale : le MOFCOM ouvre une enquête de sauvegarde sur les importations de viande bovine

Le 27 décembre 2024, le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) a <u>annoncé</u> l'ouverture d'une enquête de sauvegarde sur les importations chinoises de viande bovine. L'enquête, d'une durée de huit mois, devra déterminer (i) si les importations chinoises de viande bovine ont augmenté en volume et (ii) si cette augmentation a causé un préjudice grave aux producteurs chinois. Il s'agit de la troisième enquête de sauvegarde ouverte par les autorités chinoises depuis l'accession de la Chine à l'OMC.

En 2023, les principaux fournisseurs chinois en volume de viande bovine étaient le Brésil (43 %), l'Argentine (19 %) et l'Uruguay (10 %). La France représentait moins de 1 % des importations chinoises de viande bovine pour un montant légèrement supérieur à 1 M USD. Le Brésil, principal pays concerné par cette enquête, s'est exprimé sur le <u>sujet</u>, les autorités brésiliennes s'engageant à démontrer dans les prochains mois que « le bœuf brésilien exporté vers la Chine ne cause aucun type de dommage à l'industrie chinoise, étant au contraire, un facteur important de complémentarité avec la production chinoise ».

Pour rappel, une mesure de sauvegarde est une suspension provisoire des concessions multilatérales d'un Etat faites dans le cadre OMC sur les importations d'un produit lorsque la branche de production nationale subit ou est menacée de subir un préjudice grave causé par un accroissement des importations.

Commerce extérieur : la Chine ajuste ses droits de douane sur certains produits

Le 26 décembre 2024, la Commission tarifaire du Conseil d'État a <u>annoncé</u> le programme d'ajustement tarifaire pour 2025. Parmi les objectifs visés par les autorités chinoises <u>figure</u> celui de « stimuler la demande intérieure » et « d'encourager l'importation de produits de qualité ». Des droits de douane inférieurs aux taux de la nation la plus favorisée (NPF) continueront d'être temporairement appliqués à 935 produits. Cependant, plusieurs produits, dont le *brandy* et le *whisky* ont été retirés des catégories bénéficiant de droits inférieurs. Ainsi, dès le 1^{er} janvier 2025, les droits de douane applicables au *brandy* et *whisky* sont passés de 5 % à 10 %, correspondant au taux NPF. Par ailleurs, le vermouth a également subi une forte hausse, son taux provisoire passant de 14 % en 2024 à 30 % en 2025.

En outre, dans le cadre de 24 accords de libre-échange, des droits de douane préférentiels continueront d'être appliqués à certains produits provenant de 34 pays ou régions. De plus, la Chine continuera d'appliquer un taux tarifaire préférentiel de 0 % en faveur des 43 pays les moins avancés qui ont établi des relations diplomatiques avec la Chine.

Contrôle des exportations : le MOFCOM annonce une série de mises à jour de ses mesures de contrôle export

Le 31 décembre 2024, le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) a <u>publié</u> la nouvelle version du *catalogue pour l'administration des licences d'exportation des biens à double usage (BDU) et de leurs technologies* dans lequel, le nombre de précurseurs, produits chimiques utilisés dans la fabrication illicite de drogues, soumis à des mesures de contrôle export a doublé.

Le 2 janvier 2025, le MOFCOM a <u>ouvert</u> une consultation publique sur un projet visant à instaurer des mesures de contrôle export sur certaines technologies utilisées dans la fabrication de batterie (technologies de préparation des matériaux de cathode) et dans l'industrie métallurgique des métaux non ferreux (technologies d'extraction et de préparation du lithium, dont alliage ; technologie et procédé d'extraction du gallium). Ces technologies seraient ainsi intégrées au *catalogue des technologies interdites ou restreintes à l'exportation*. Les parties intéressées ont jusqu'au 1^{er} février pour soumettre des commentaires sur la proposition du MOFCOM. Pour rappel, la Chine représente 80 % des capacités mondiales de transformation des matières premières des principaux composants de batteries (dont environ 60 % des capacités mondiales de transformation de lithium) et 87 % des capacités de production mondiales de cathodes.

Enfin, le MOFCOM a <u>ajouté</u> le 2 janvier dernier 28 entreprises américaines du secteur de la défense à sa liste des entités soumises à des mesures de contrôle export. Il s'agit de la première fois que les autorités chinoises ont recours à l'utilisation de la liste des entités soumises à des mesures de contrôle export au titre du nouveau règlement sur les BDU entré en vigueur en décembre dernier. Cette annonce intervient quelques semaines après l'imposition de nouvelles mesures chinoises de contrôle des exportations à l'encontre des Etats-Unis.

Relation US-Chine : le MOFCOM ajoute dix entreprises américaines à sa liste des entités non fiables

Le 2 janvier 2025, le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) a <u>ajouté</u> dix entreprises américaines du secteur de la défense, dont Lockheed Martin et General Dynamics, sur la liste chinoises des entités non fiables en raison de leurs ventes d'armes à Taiwan. Ces entreprises n'ont désormais plus le droit de se livrer à des activités d'import-export avec la Chine, de faire de nouveaux investissements dans le pays, et leurs cadres sont interdits de séjour en Chine. Il s'agit de la troisième liste d'entreprises américaines ajoutées à la liste des entités non fiables depuis son entrée en vigueur en septembre 2020, les dernières datant de février 2023 et de mai 2024. Si, à ce jour, seules des entreprises américaines du secteur de la défense ont été ajoutées à la liste chinoise des entités non fiables, le groupe américain PVH, propriétaire de Calvin Klein et de Tommy Hilfiger, fait toujours l'objet d'une enquête dans le cadre de cette même liste.

Relation UE-Chine : le MOFCOM publie les conclusions de son enquête sur le règlement européen relatif aux subventions étrangères

Le 9 janvier 2025, le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) a <u>publié</u> les conclusions de son enquête sur les barrières au commerce à l'encontre du règlement européen relatif aux subventions étrangères (FSR). Ouverte le 10 juillet 2024 après le dépôt d'une plainte par la chambre de commerce chinoise pour l'importation et l'exportation de machines et de produits électroniques (CCCME), la publication des conclusions intervient un jour avant la date de fin de l'enquête, fixée au 10 janvier. Dans ses conclusions, le MOFCOM a déterminé que le règlement européen FSR constituait une barrière au commerce, créant un préjudice pour l'industrie chinoise. Sur la base des résultats de l'enquête, le MOFCOM peut dorénavant (i) engager des consultations avec l'UE, (ii) contester les mesures européennes à l'OMC ou (iii) adopter des « mesures appropriées ».

Retour au sommaire ici

Industrie et numérique

Automobile : forte croissance de la vente des VEN en 2024 et début de consolidation du marché

En attendant la sortie des chiffres officiels, un représentant de l'Association chinoise des constructeurs automobiles (CAAM) aurait rapporté dans le Global Times, qu'en 2024, la production chinoise de véhicules à énergies nouvelles (VEN) a pour la première fois dépassé les 10 M d'unités, contre 7,7 M d'unités en 2023 (voir les brèves du SER de Pékin – semaine du 8 janvier 2024). Dans ce contexte, les ventes de VEN de plusieurs constructeurs automobiles ont connu une forte croissance au cours de l'année écoulée: Chery et Zeekr (Geely) ont connu respectivement une hausse des ventes de VEN de 233 % et 87 %. Dans le même temps, certaines annonces pourraient indiquer une ébauche de consolidation du marché automobile, dans un contexte de guerre des prix. Le dirigeant de Jiyue, constructeur automobile issu d'une co-entreprise entre Baidu et Geely, a ainsi annoncé la réduction et la fusion de plusieurs de ses activités.

Par ailleurs, selon les chiffres de l'association chinoise des voitures particulières, rapportés dans le <u>Quotidien du Peuple</u>, les ventes de camions électriques chinois ont augmenté de 58 % sur l'année 2024.

Automobile : BYD accusé d'esclavage moderne au Brésil

Le projet d'usine de BYD au Brésil <u>serait en suspens</u> face à des accusations d'esclavage moderne. Les autorités brésiliennes seraient intervenues pour porter secours à 163 employés chinois de la société sous-traitante Jinjiang Construction qui auraient vécu dans des conditions « <u>dégradantes</u> ». Jinjiang Construction <u>aurait accusé</u> les « forces étrangères » et certains médias chinois de « ruiner délibérément la réputation des marques chinoises et d'entraver les relations entre la Chine et le Brésil ».

Les investissements sortants des constructeurs automobiles chinois se sont intensifiés au cours des derniers mois. Dans cette logique, l'ambassadeur de Chine en Afrique du Sud <u>a ainsi encouragé</u> les entreprises chinoises à « déplacer des lignes d'assemblage et de la valeur ajoutée en Afrique du Sud ».

Données : l'Administration chinoise du cyberespace (CAC) vante une simplification des procédures d'exportation transfrontalière de données

A l'occasion d'une récente conférence de presse, un Directeur adjoint de l'Administration chinoise du cyberspace (CAC), Wang Qi, a vanté les progrès réalisés par la Chine en matière de simplification des procédures de transferts frontaliers de données. M. Wang a notamment indiqué que sur 285 demandes formulées par des entreprises en 2024, seulement 27

auraient été refusées par la CAC (soit moins de 10% du total) – <u>Trivium</u> observe toutefois que ces chiffres ne prennent probablement pas en compte les rejets partiels de demandes par la CAC. Par ailleurs, la CAC indique que le nombre de demandes de transfert a diminué d'environ 60% depuis l'entrée en vigueur, en mars 2024, de nouvelles règles assouplissant les contraintes pesant sur les entreprises désireuses d'opérer des transferts frontaliers (voir les brèves du SER de Pékin – semaine du 25 mars 2024).

Politique industrielle : deuxième révision de la nouvelle loi sur les pratiques anticoncurrentielles

Le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (CPANP) <u>a publié</u> le deuxième projet de loi révisée sur la concurrence déloyale. La première révision, publiée en novembre 2022 avait pour objectif de réglementer les nouvelles formes de concurrence déloyale suivant l'essor de l'économie de plateforme. Cette nouvelle révision inclut un ajout sur l'interdiction pour les grandes entreprises d'imposer des conditions déloyales aux petits fournisseurs. Cette nouvelle disposition augmenterait les risques de litiges pour les grandes entreprises en Chine et pourrait notamment toucher les constructeurs chinois de VEN <u>qui retardent</u> le paiement de leurs fournisseurs.

Relation US-Chine : les États-Unis sanctionnent une entreprise chinoise accusée de cyberattaques

L'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Département américain du Trésor a sanctionné, le 3 janvier, l'entreprise chinoise de cybersécurité Integrity Technology Group suite à une vague d'attaques informatiques visant des infrastructures critiques américaines (dont des réseaux de télécommunications). Par ailleurs, le Département du Trésor a lui-même été la cible d'une cyberattaque, attribuée à un groupe chinois, au cours du mois de décembre. La Secrétaire américaine au Trésor a indiqué avoir évoqué ce sujet à l'occasion d'un entretien en visio-conférence avec le vice-Premier ministre chinois He Lifeng le 6 janvier, précisant que ces cyberattaques chinoises constituaient une « source d'inquiétude immense ».

Relation US-Chine : Tencent et CATL considérées comme « entreprises militaires » par Washington

Le Département américain de la Défense (DoD) <u>a ajouté</u> plusieurs entreprises chinoises dont Tencent, opérateur de WeChat, CATL, producteur de plus du tiers des batteries de VE vendues dans le monde, le transporteur maritime COSCO, et le fabricant de semi-conducteurs CXMT, à sa liste d'entreprises jugées comme étant en lien rapproché avec l'Armée chinoise. Aux termes d'une loi de 2021, le Département américain de la Défense doit identifier les entreprises militaires chinoises ayant des intérêts directs ou indirects aux Etats-Unis et en soumettre la liste au Congrès. L'inscription sur la liste n'a pas de conséquence juridique pour les entreprises, mais sur leur réputation. Par le passé, certains groupes ont porté plainte après y avoir figuré, puis obtenu leur retrait (dont Xiaomi et, plus récemment, l'entreprise d'intelligence artificielle Megvii). Selon les propos d'un porte-parole de Tencent, l'inclusion dans la liste de l'entreprise est une « erreur » et n'aura pas d'incidence sur la direction de l'entreprise.

Développement durable, énergie et transports

Energie : publication des facteurs d'émissions de CO2 pour la production d'électricité chinoise de 2022

Le ministère de l'Écologie et de l'Environnement (MEE) et le Bureau national des Statistiques (NBS), ont <u>publié</u> le 26 décembre dernier les facteurs de CO2 associés à la production d'électricité chinoise en 2022. Le facteur national moyen s'est établi à 537 g CO2/kWh, avec de fortes disparités régionales. Le nord de la Chine, affiche un facteur de 678 g CO2/kWh, tandis que le sud-est a un facteur d'émission de 227 g CO2/kWh, reflétant des mix électriques très variables en fonction des régions. À l'échelle provinciale, le Shanxi, grande province charbonnière chinoise, atteint les 710 g CO2/kWh, alors que le Yunnan, province avec une forte production hydroélectrique, est à environ 107 g CO2/kWh. A titre de comparaison, l'intensité carbone de la production d'électricité française en 2023 <u>s'établissait</u> à 32 g CO2e/kWh.

Energie : la demande chinoise de charbon s'est établie à 4,9 Mds de tonnes en 2024

Selon le rapport <u>Coal 2024</u> de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande mondiale de charbon a augmenté de +1 % en g.a. en 2024 pour s'établir à 8,77 Mds de tonnes. L'agence estime que la demande chinoise s'est établie à 4,9 Mds de tonnes de charbon en 2024 (+1 % en g.a.). Le pays représentait 56 % de la demande mondiale en charbon en 2023. L'AIE rappelle qu'un tiers du charbon mondial sert à la production d'électricité en Chine. Le rapport, qui réalise une prospective à horizon trois ans, considère que la demande en charbon devrait rester stable jusqu'en 2027. L'Inde, deuxième consommateur mondial et qui affiche une demande en forte croissance (+2,6 % par an) atteindra selon l'AIE 1,42 Mds de tonnes en 2027.

Transports : nouveau plan de circulation de trains pour l'année 2025

Depuis le 5 janvier, le réseau ferroviaire chinois applique <u>un nouveau plan</u> <u>de circulation</u>, augmentant le nombre de trains de passagers à 13 208 (+230) et celui des trains de marchandises à 22 589 (+91).

Dans l'est de la Chine, le nouveau plan met en exploitation les nouvelles lignes à grande vitesse (LGV) comme Shanghai-Suhzou-Huzhou et Hangzhou-Wenzhou pour renforcer l'intégration régionale dans le delta du Yangtsé et le développement de la ceinture économique du fleuve. Dans l'ouest, la Mongolie intérieure rejoint pleinement le réseau national grâce à la nouvelle LGV Ji-Da-Yuan, des TGV reliant désormais Hohhot ou Baotou à des villes du sud telle que Hangzhou, Shanghai et Chongqing. A titre d'exemple, le trajet de Hohhot à Hangzhou est réduit à 14 heures et 16 minutes, soit 9 heures et demie de moins qu'auparavant.

Aviation civile : le C919 effectue son premier vol commercial régulier en dehors de Chine continentale

Depuis le 1er janvier 2025, la compagnie chinoise China Eastern Airlines opère une liaison quotidienne entre Shanghai et Hong Kong avec un C919. Cette liaison était auparavant opérée avec un Airbus A320 ou A330. Cette liaison est la première destination commerciale régulière en dehors de la Chine continentale.

China Eastern Airlines, basée à Shanghai est le plus grand opérateur de jets C919. Après la livraison d'un nouveau C919 le 31 décembre 2024, elle exploite désormais 10 C919 (sur 16 appareils en exploitation au total), avec 105 commandes en cours (sur 365 au total).

Aéronautique : la Chine renforce son dispositif « Economie basse altitude »

La NDRC (National Development and Reform Commission), l'agence centrale en charge de la planification économique en Chine, a créé un département en charge du développement de l'économie à basse altitude.

Ce service est chargé de formuler des stratégies de développement économique de basse altitude, des plans de développement à moyen et long terme et d'organiser leur mise en œuvre. Le département a récemment organisé des discussions sur la promotion des infrastructures de basse altitude et la construction d'un système de réseau intelligent de basse altitude avec le ministère des ressources naturelles et le ministère de l'écologie et de l'environnement chinois, ainsi que sur des systèmes de connexion aux réseaux intelligents à basse altitude avec des experts en télécommunications et de navigation. Le département a également publié un document présentant le développement actuel, les difficultés auxquels il est confronté, ainsi que des propositions d'amélioration pour les acteurs du secteur.

En parallèle, le ministère de l'éducation chinois a annoncé que six universités chinoises (Université d'aéronautique et d'astronautique de Pékin, Université polytechnique de Pékin, Université des postes et télécommunications de Pékin, Université d'aéronautique et d'astronautique de Nanjing, Université de technologie de Chine du Sud et l'Université polytechnique du Nord-Ouest) ont créé une nouvelle spécialité intitulée « Technologie et ingénierie à basse altitude » d'une durée de 4 ans comme mineure dans leur diplôme d'ingénierie.

Agriculture et agroalimentaire

Durabilité: le gouvernement publie de nouveaux objectifs pour la « transformation verte » de l'agriculture en Chine

Le gouvernement chinois a annoncé de nouveaux objectifs ambitieux pour accélérer la « transformation verte » de l'agriculture et promouvoir une économie rurale durable et écologique. D'ici 2030, i/ le taux moyen national d'utilisation des fumiers de bétail et volaille devrait atteindre 85 % , ii/ le taux moyen d'utilisation des pailles sur l'ensemble du territoire devrait être maintenu à 88 %, iii/ la protection biologique contre les ravageurs des grandes cultures devrait être élevée à 60 % et le taux d'utilisation d'engrais chimiques pour les trois grandes cultures céréalières devrait être réduit à 43 %, iv/ la rotation des cultures pour le riz et le colza ou les techniques de culture combinées (riz et poissons) devraient s'étendre à environ 333 millions d'hectares, v/ 65 % des exploitations d'élevage sur l'ensemble du pays devraient être concernées par une politique de réduction de l'usage des antibiotiques. De plus, de 2025 à 2030, environ 4 millions d'hectares de systèmes d'irrigation économes en eau devraient être installés. Enfin, d'ici 2035, le gouvernement a déclaré conformer sa production agricole aux normes internationales de sécurité et qualité alimentaire.

Politique agricole et alimentaire : le gouvernement a publié une stratégie pour la diversification de son système agricole et alimentaire

Le Conseil des Affaires d'État chinois a récemment publié un avis sur l'établissement d'un système alimentaire diversifié, mettant encore une fois l'accent sur la modernisation du secteur agricole et l'amélioration de la production et de la qualité alimentaire. En dehors des mesures traditionnelles, à savoir le soutien à la construction de terres agricoles de haute qualité ou l'intégration des nouvelles technologies, le gouvernement a annoncé une série de mesures, dont l'augmentation de la capacité de la production céréalière de 100 milliards de kilogrammes sur l'ensemble du pays et le développement de l'arboriculture (olivier, abricot, amande, noyer et châtaignier) via l'utilisation de variétés améliorées. D'après l'annonce, l'objectif est de garantir, d'ici 2035, un approvisionnement alimentaire sécurisé et durable pour satisfaire les besoins nutritionnels de la population. Des initiatives seront également mises en œuvre pour stabiliser la capacité de production des produits animaux essentiels tels que le porc, le bœuf et le mouton. L'objectif est également de renforcer la compétitivité de l'industrie laitière et de développer des infrastructures modernes pour la pêche, notamment en haute mer.

La politique agricole chinoise opère également un tournant significatif en mettant l'accent sur le développement de l'industrie alimentaire axée sur les additifs et la biotechnologie. Parmi les priorités figure la production d'aliments novateurs à partir de protéines cellulaires microbiennes, ainsi que l'expansion de l'industrie de la fermentation alimentaire, notamment pour élaborer du sucre issu de biomasse non céréalière. Lors de la 9° Conférence sur la nutrition tenue à Pékin en novembre, l'intérêt marqué pour les aliments de synthèse et les additifs alimentaires a de même été réaffirmé. Cette orientation s'inscrit dans une stratégie visant à améliorer la qualité, la saveur et la conservation des denrées alimentaires, tout en répondant aux impératifs de sécurité alimentaire et de diversification nutritionnelle. Simultanément, la Chine renforce la réglementation et la supervision relatives aux additifs alimentaires pour développer son industrie et garantir la sécurité des consommateurs. En 2023, seuls 2 300 additifs seraient utilisés en Chine contre en moyenne 10 000 à l'échelle internationale.

Actualités locales

Guangdong: publication du nouveau plan de développement industriel de Guangzhou

Le 3 janvier, la ville de Guangzhou a présenté son nouveau <u>plan de développement industriel</u>, appelé "12218". Ce plan met l'accent sur l'intégration des chaînes d'innovation, d'industrie, de financement et de talents. Le système "12218" vise à développer 15 clusters industriels stratégiques, 6 industries futures et à coordonner le développement des industries manufacturières et de services.

La ville a divisé ses 15 clusters industriels stratégiques en trois catégories dépendant de la solidité de la base industrielle et du degré de maturité : nouveaux piliers émergents, guides stratégiques et avantages spécifiques. Ces clusters comprennent notamment les véhicules intelligents connectés, les nouveaux écrans vidéo ultra-haute définition, la biopharmacie et la santé, l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs et les circuits intégrés, l'économie de l'espace aérien et aérospatial, etc. En ce qui concerne le développement des industries futures, Guangzhou vise à augmenter ses capacités dans le développement de systèmes intelligents, de réseaux de communication et de la technologie quantique, de l'exploration des fonds marins et de l'espace lointain.

L'investissement industriel de Guangzhou a augmenté de 15,2% entre janvier et novembre 2023. L'investissement dans la fabrication de haute technologie a augmenté de 17,6%, représentant une part croissante des investissements manufacturiers, avec une forte croissance dans la fabrication d'équipements électroniques et de dispositifs médicaux.

Retour au sommaire ici

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Tourisme : Hong Kong dévoile un plan directeur pour revitaliser le tourisme

Hong Kong a lancé le 30 décembre 2024 <u>un plan directeur</u> de 15,5 Mds sur 5 ans pour revitaliser le tourisme. Ce plan comporte 4 axes de développement : développer et promouvoir les produits touristiques avec des caractéristiques locales et internationales (pandas, courses de chevaux, méga-événements) ; attirer des visiteurs du monde entier à Hong Kong, avec un accent particulier sur les visiteurs du Moyen-Orient et de l'ASEAN ; développer le « voyage intelligent » (*smart tourism*) ; et améliorer la qualité des services. L'objectif est également d'augmenter l'emploi dans le secteur de 145 600 en 2023 à 210 000 d'ici 2025. La secrétaire à la Culture, aux Sports et au Tourisme, Rosanna LAW, nommée en décembre 2024, a souligné la nécessité de s'adapter aux changements des habitudes de voyage postpandémie.

En 2023, l'industrie du tourisme représentait 2,6 % du PIB de Hong Kong, employant 150 000 personnes. Les dépenses des visiteurs ont atteint 18 % de la valeur totale des ventes au détail et 24 % des recettes des restaurants. Cependant, à partir de janvier 2025, une taxe sur l'hébergement hôtelier de 3 % sur le tarif des chambres sera réintroduite, une mesure qui avait été suspendue depuis 2008.

IPO: introduction en bourse de BrainAurora Medical Technology

Le cours de l'action BrainAurora Medical Technology, fournisseur chinois de diagnostics médicaux et de thérapies numériques basé à Zhejiang (Chine), a bondi de 8,4 % lors de son entrée sur le marché boursier de Hong Kong, marquant ainsi la première IPO de Hong Kong en 2025. Cette introduction valorise l'entreprise à 525 M USD. L'entreprise a été cotée sous une réglementation spécifique à Hong Kong qui permet aux entreprises biotechnologiques encore loin de la rentabilité de lever des fonds sur les marchés publics.

Après plusieurs années de forte décrue, les levées de fonds via IPO à Hong Kong ont augmenté de 87 % en 2024, pour atteindre 11 Mds USD. Selon PwC, les levées de fonds en 2025 pourraient atteindre 20,5 Mds USD, portées par des baisses anticipées des taux d'intérêt.

Banques : le ratio de couverture de liquidité des banques de Hong Kong atteint un niveau record

Au deuxième trimestre 2024, les banques de Hong Kong ont atteint un ratio de couverture de liquidité supérieur à 180 %, soit presque le double de l'exigence de 100 %. En septembre 2024, Hang Seng Bank Ltd a ainsi enregistré le ratio le plus élevé, atteignant 307,9 %, suivie par Bank of East Asia à 247 % et Bank of China (Hong Kong) à 231,8 %.

Ces importantes réserves de liquidités suscitent des inquiétudes chez les régulateurs, alors que l'économie peine à se redresser après la pandémie. Malgré les initiatives gouvernementales visant à stimuler le financement des PME, les niveaux de prêts stagnent : moins de 39 Mds USD ont été accordés aux entreprises de gros et de détail au cours de chacun des trois premiers trimestres de 2024, contre 64 Mds USD par trimestre en 2014.

L'excès de liquidités reflète également une réduction de l'exposition au secteur immobilier en Chine et à Hong Kong. HSBC a ainsi réduit son exposition au marché immobilier chinois à 9,4 Mds USD au deuxième trimestre 2024, contre 21,3 Mds USD fin 2021.



Secteur du jeu : les revenus des casinos ont augmenté de 23,9 % en g.a. en 2024

Les revenus des casinos ont augmenté de 23,9 % en g.a. à 28,3 Mds USD en 2024, soit 77,5 % du niveau d'avant la pandémie.

Selon les prévisions du gouvernement, le secteur du jeu devrait générer 30 Mds USD en 2025, marquant une hausse de 5,83 % par rapport à 2024. JP Morgan prévoit ainsi une croissance de 5 % du produit brut des jeux en 2025, soutenue par les assouplissements des visas pour les voyageurs chinois et divers projets non liés au jeu. Ces initiatives devraient stimuler la fréquentation et la reprise du segment « jeux de masse », en compensant le ralentissement du segment « VIP ».

Taïwan

Budget: les grands équilibres du projet de loi de finances pour 2025 fortement remise en cause par le Parlement à quelques semaines de son adoption

L'amendement à la loi sur <u>la répartition des finances publiques</u>, qui a été adopté par le Yuan législatif le 20 décembre dernier, oblige le gouvernement central à transférer 375 Mds TWD (près de 11 Mds EUR) de ressources supplémentaires aux collectivités locales, ce qui représente 12 % du budget central. D'après la Direction générale du budget, des comptes publics et des statistiques (DGBAS), le budget du gouvernement pour 2025 prévoit des dépenses de 3 133 Mds TWD (environ 90 Mds EUR) dont 58 % sont des dépenses obligatoires stipulées par la loi (personnel, charge de la dette, contribution aux pensions...) et 42 % des dépenses pilotables. La DGBAS estime que cet amendement aura un impact sur les dépenses pilotables de 28 %, voire de 37 % dès lors que le budget de la défense est sanctuarisé. Le ministère de l'Economie, qui perdrait 30 Mds TWD (environ 860 M EUR) a souligné ces dernières semaines le risque que poserait cette décision sur le financement de l'énergéticien national Taipower, les projets d'infrastructures, les engagements auprès des partenaires étrangers comme Micron, Nvidia ou encore AMD en matière de partenariats technologiques. CHEN Shu-Tzu, ministre de la DGBAS, a quant à elle souligné que l'élaboration d'un budget complet nécessiterait du temps, et une réorganisation budgétaire d'environ 5 mois. Le budget du gouvernement central n'ayant pas encore été adopté, selon l'article 54 de la loi budgétaire, les départements administratifs peuvent continuer à exécuter les dépenses liées à leurs obligations légales, ainsi que les programmes en cours basés sur les montants validés l'année passée.

Secteurs stratégiques : Taïwan étend sa liste de contrôle des exportations de technologies critiques vers la Chine

Le 31 décembre 2024, le Yuan exécutif a publié <u>une liste mise à jour des technologies</u> critiques dont le transfert vers la Chine est interdit, avec effet immédiat. Les contrevenants seront passibles de lourdes sanctions pénales. La liste, qui comptait en décembre 2023, 22 technologies du secteur de la défense, de l'aérospatiale, de l'agriculture, des semi-conducteurs et des TIC, couvre désormais <u>32 technologies</u>, dont 4 ont été rajoutées par le <u>NSTC</u>, dans le secteur spatial, du quantique et des semi-conducteurs, et 6 du côté du ministère de l'Economie portant notamment sur la conception et la fabrication de semi-conducteurs SiC et GaN, le design de puces Al, et les cellules de batteries de deuxième génération. Les autorités sont tenues de réviser cette liste sur une base annuelle. Taïwan renforce également les contrôles sur la circulation de ses ingénieurs, notamment sur ceux qui participent à des programmes critiques, financés à plus de 50 % par le gouvernement, les déplacements en Chine étant soumis à autorisation depuis 2023.

Politique monétaire : la Banque Centrale relève ses prévisions de croissance du PIB à 4,3 % sur 2024 et 3,1 % sur 2025 et maintient ses taux directeurs pour le troisième trimestre consécutif

La Banque Centrale a annoncé le 19 décembre un maintien de ses taux directeurs au même niveau pour le troisième trimestre consécutif, et a relevé ses prévisions de croissance à 4,3 % pour 2024, contre 3,8 % annoncés en septembre dernier. La CBC relève également ses prévisions sur 2025 à 3,1 %, en raison notamment de la demande solide pour les technologies émergentes, en particulier dans le secteur des applications Al.

Politique industrielle: Taïwan adopte un plan de développement d'une « Silicon Valley du Sud »

Le Yuan exécutif vient d'approuver un plan visant à créer <u>sa propre Silicon Valley</u> dans le sud de l'île, en reliant plusieurs parcs industriels et technologiques depuis Chiayi, Tainan, Kaohsiung jusqu'à Pingtung, sous la forme « d'un corridor en S », dédié <u>aux semi-conducteurs et à l'intelligence artificielle</u>. Ce corridor permettra de capitaliser sur les points forts du Sud de Taiwan dans les secteurs tels que les semiconducteurs, la biotechnologie, les machines-outils de précision, l'optoélectronique ou encore les énergies vertes, et de développer plus avant le secteur des drones, l'industrie spatiale et l'agriculture intelligente. Ce programme bénéficie <u>d'un financement de 36 Mds TWD</u> (1 Md EUR) sur 5 ans.



Démantèlement nucléaire : lancement des travaux de construction du site d'entreposage à sec de Kuosheng

<u>Taipower</u> a tenu fin décembre 2024 une <u>cérémonie d'inauguration des travaux d'entreposage à sec</u> sur le site de <u>la centrale nucléaire N°2 de Kuosheng</u>. Ce site devrait pouvoir contenir 2349 barres de combustibles usés, répartis dans 27 châteaux de confinement conçus par la société américaine NAC, entreposés en extérieur. Les travaux de génie civil devraient être achevés en 2026. Une fois le certificat de fin des travaux de

la Mairie de New Taipei City obtenu, Taipower pourra conduire des tests à froid et à chaud, puis demander une <u>autorisation de mise en service</u> à la Commission de Sûreté Nucléaire (NSC) en 2027. Pour mémoire, <u>le site de la centrale N°1 de Chinshan</u>, a également amorcé récemment des opérations d'entreposage à sec, avec une première étape en octobre 2024, consistant à démarrer les tests à chaud. Ce site abrite 25 châteaux.

Véhicules électriques : les ambitions de Foxconn déclenchent une refonte du paysage automobile nippon

La presse locale et notamment <u>Commonwealth Magazine</u> se penche sur les tractations qui ont mené <u>au rapprochement</u> entre les constructeurs automobiles Honda et Nissan, leur décision de fusionner ayant été motivée en partie par l'intérêt de Foxconn pour Nissan, qui s'inscrit dans le développement dynamique du groupe taiwanais sur le marché des véhicules électriques. Foxconn, qui s'est concentré plutôt jusqu'ici sur un modèle de conception et de fabrication sous contrat, cherche à asseoir aujourd'hui sa position à l'international, tout en ouvrant un peu plus le marché à ses technologies et produits, comme les semi-conducteurs automobiles, les systèmes avancés d'aide à la conduite (ADAS), les cockpits intelligents, ou encore les batteries.

Retour au sommaire <u>ici</u>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication: Service économique de Pékin <u>christian.gianella@dgtresor.gouv.fr</u>, <u>hannah.fatton@dgtresor.gouv.fr</u>

Rédaction: SER de Pékin

Abonnez-vous: arthur.quinquenet@dgtresor.gouv.fr